

# EDUCATION, ECONOMIE ET SOCIETE AU VIET NAM

## Formation et développement des ressources humaines

Jean-Yves MARTIN<sup>1</sup>

Analyser le système d'éducation et de formation d'un pays traversé par de profondes mutations implique de dépasser le cadre de la seule institution scolaire. Une approche plus globale et une mise en perspective sont nécessaires pour mieux dégager les ressorts économiques et sociaux de la politique éducative, son degré d'articulation avec les autres politiques sectorielles et ses effets sur l'ensemble de la société.

La question du développement des ressources humaines est celle de l'amélioration et du renforcement des capacités diverses des acteurs économiques et sociaux, et cette amélioration se conjugue avec celle de leur éducation et de leur formation. Au Viet Nam, elle s'inscrit dans la problématique générale de la politique de rénovation (*Doi Moi*) inaugurée officiellement en 1986 par le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Vietnamien. Cette politique peut se résumer en trois grandes lignes d'actions entreprises par les pouvoirs publics :

- transition vers le marché dans le cadre d'une économie multisectorielle ("socialisme de marché" proche du modèle chinois) et ouverture au marché mondial ;
- modernisation de l'appareil de production agricole et industrielle ;
- stratégie humaine de développement qui vise non seulement l'élévation du niveau et de la qualité de vie de l'ensemble de la population, mais qui se soucie également de maîtriser les sources éventuelles de déséquilibres et d'inégalités entre les différentes catégories (géographiques et sociales, urbaines et rurales) de la population, ainsi que de ménager de nouveaux rapports sociaux sous la gouverne du Parti-Etat.

Cette politique, véritable révolution dans la révolution, est génératrice de changements économiques, sociaux et culturels très importants. La recherche sur le développement des ressources humaines se situe au croisement des différents courants de ces transformations :

### Changements dans l'économie

La propriété collective des moyens de production et un système de planification centralisée ont caractérisé l'économie vietnamienne pendant des décennies (depuis 1945 pour le Nord, 1975 pour le Sud). En réaction à une crise économique gravissime (profonde récession doublée d'une hyperinflation), le gouvernement vietnamien, en 1986, décidait de changer son fusil d'épaule et modifiait les règles du jeu pour revitaliser et

---

<sup>1</sup>Sociologue ORSTOM.

reconstruire son économie. Une série de réformes ont été ainsi mises en oeuvre pour assurer la transition vers "une économie marchande multisectorielle fonctionnant en conformité avec les mécanismes du marché sous la conduite de l'Etat, avec une orientation socialiste"<sup>1</sup>: réformes rurales qui amorcent le démantèlement du système collectiviste (disparition progressive des coopératives) et le retour au système de la ferme familiale, réforme du droit de propriété, libération des prix avec suppression virtuelle des contrôles, promotion du secteur privé avec des lois pour les compagnies et les entreprises privées, réforme des entreprises d'Etat (suppression des aides gouvernementales et assujettissement à la concurrence), allègement de la fonction publique, réforme du commerce avec l'étranger et ouverture au financement direct de l'étranger<sup>2</sup>. Ces réformes se poursuivent et la production juridique et institutionnelle est intense. La Constitution a ainsi été modifiée en 1992 pour protéger la propriété privée et pour reconnaître le rôle important du secteur privé dans l'économie. Un nouveau code des investissements a été élaboré et le premier code du travail (qui fixe par exemple à 15 ans l'âge minimum des travailleurs tout comme il prescrit le droit syndical et le droit de grève) a été promulgué en 1994.

A la suite de ces réformes, les indicateurs macro-économiques reflètent une évolution globale très positive, que ce soit en termes de maîtrise de l'inflation (de 70% en 1990 à 10% en 1993), de croissance du PIB (8,8% en 1994) ou des exportations (le Viet Nam est devenu le 3ème exportateur mondial de riz). En revanche, du fait de la suppression progressive des effectifs surnuméraires des entreprises d'Etat, de la disparition de quantités de coopératives, des centaines de milliers de licenciements de la fonction publique et de l'armée, la pression sur l'emploi est très forte et un nombre considérable de laissés pour compte est à la recherche d'expédients en ville (plus de la moitié des sortants des écoles ne trouvent pas d'emploi urbain). Par ailleurs, les inégalités entre grandes villes et milieux ruraux, et entre régions, s'accroissent. Enfin, la structure de la production ne change pas vite (le secteur agricole emploie encore 73% de la population active et le secteur industriel, seulement 10,8% en 1993<sup>3</sup>) et la modernisation de l'appareil de production reste en question : les techniques agricoles ont peu évolué et la production reste peu diversifiée et peu spécialisée, tandis que l'industrialisation souffre de forts handicaps technologiques et de management, sans parler des insuffisances notoires en matière d'infrastructures de transports, de communication et d'énergie.

---

<sup>1</sup> Tran Nhat Bang, "Taking a Critical Look at Vietnam's Shift to a New Economic Pattern" Vietnam's Market Economy 1994, in *Vietnam Economic Review* (trad. J.Y. M.)

<sup>2</sup> L'ensemble de ces réformes économiques est présentée dans *Vietnam. Transition to the Market*. The World Bank. Sept. 1993.

<sup>3</sup> in Vietnam SCOP SPECIAL TET n° 26/27-1995

## **Changements dans la société**

On assiste actuellement au Viet Nam à une évolution radicale — mais encore ambivalente du fait des contradictions à l'intérieur des instances dirigeantes — des modalités d'encadrement social et des rapports entre l'Etat et les citoyens. Les traits les plus marquants sont ceux du passage du collectif à l'individuel dans le rapport à la propriété, à la richesse et, bien sûr, aux autres individus, le passage de l'encadrement d'Etat à l'initiative privée dans le rapport à la résidence et au travail, le rétrécissement enfin de la place et du rôle de l'Etat dans les secteurs auparavant les plus investis par les principes socialistes d'intervention tels que l'éducation, la santé et la protection sociale. " Non seulement l'ensemble de la population entreprend une réorientation fondamentale de son système de valeur, sa vision du monde et ses perspectives idéologiques, mais on attend de chaque citoyen qu'il devienne plus indépendant pour trouver un emploi, acquérir des qualifications, adapter ses habitudes de travail et satisfaire aux besoins fondamentaux"<sup>1</sup>.

En changeant ses propres règles mais en tenant à garder une place prééminente, l'Etat vietnamien a mis en route un processus général de transformations sociales dont il voudrait bien garder la maîtrise mais dont l'ampleur n'est plus toujours à sa mesure. Trois problèmes en particulier font l'objet de ses préoccupations : les mobilités géographiques et la très forte croissance des grandes villes, le chômage et les " fléaux sociaux ", le fossé qui se creuse entre milieux ruraux et milieux urbains, le tout dans le cadre d'une forte progression démographique qui ne se dément pas (la population active grossit d'un million d'individus par an).

## **Changements dans le système d'éducation et de formation**

Ce système occupe — on pourrait dire par définition — une place centrale dans le processus de développement des ressources humaines. Or, du fait des profondes transformations de l'économie et de la société, du fait aussi de la modification volontariste du rôle de l'Etat, en particulier dans le sens d'un désengagement sélectif dans ses interventions, le système d'éducation-formation est non seulement en décalage dans ses structures, ses orientations et ses produits, mais de plus fragilisé et amoindri dans ses capacités propres.

A partir de 1945, la République Démocratique du Viet Nam s'est lancée dans une politique d'éducation " de guerre et de construction du socialisme ", politique propre à rattrapper le retard éducatif légué par la période coloniale française (une élite brillante mais très restreinte et près de 90% d'analphabètes) : généraliser l'alphabétisation, lutter contre les

---

<sup>1</sup> Geoffrey B. Hainsworth, " Human Resource Development in Vietnam ", in Mya Than & Joseph L.H. Tan, eds, Vietnam's Dilemmas and Options. The Challenge of Economic transition in the 1990s, ISEAS, Singapore, 1993, p. 157. (trad. J.Y. M.)

envahisseurs étrangers et contre la famine (mots d'ordre de Ho Chi Minh)<sup>1</sup>. Cette politique a eu des résultats extrêmement positifs. Ainsi en 1989 (Recensement général de la population), le taux d'alphabétisation de la population âgée de 10 ans et plus était de 88% et le taux brut de scolarisation primaire de 100%.

Mais cette politique avait atteint son apogée, et les changements amorcés en 1986 ont retenti négativement sur le système éducatif. Tout d'abord, il s'est trouvé désorienté par la déconnexion entre plans éducatifs et plans économiques dont les objectifs respectifs étaient auparavant liés avec l'ancien système de planification centralisée. Ensuite, les sortants du système, en particulier au niveau du secondaire technique et professionnel, révélaient le caractère inadapté de leur formation par rapport aux compétences technologiques requises sur le nouveau marché du travail. Plus encore, des désaffections sont apparues dans les recrutements, aussi bien au niveau des crèches que de l'enseignement secondaire, manifestant tout autant les conséquences de la fin de l'enseignement gratuit que de la concurrence de possibilités immédiates de gagner de l'argent dans l'effervescence économique. Enfin et peut-être surtout, la réduction des subsides de l'Etat à l'enseignement public et le maintien de salaires dérisoires aux enseignants contribuent à une dégradation régulière de la qualité de l'enseignement, surtout dans l'enseignement primaire et dans les zones rurales les plus pauvres<sup>2</sup>.

### **Objectifs de recherche**

La notion de ressources humaines est un concept d'économiste, mais notre approche de sociologue tendra à lui donner un sens plus large en s'appuyant sur le point de vue défendu par J. Hallack : " Dans son acception générale, le développement des ressources humaines (DRH) concerne l'éducation, la formation et l'utilisation du potentiel humain en vue de promouvoir le progrès économique et social. D'après le PNUD, il existe quatre " dynamiseurs " du DRH, l'éducation, la santé et la nutrition, l'environnement, l'emploi et la liberté économique et politique. Tous ces dynamiseurs sont interdépendants et liés entre eux, mais l'éducation est le fondement sur lequel reposent tous les autres. Elle est en effet le facteur essentiel des progrès de la santé et de la nutrition, de la préservation d'un environnement de haute qualité, du développement et de l'amélioration de la réserve de main-d'oeuvre et du maintien de la responsabilité économique et politique"<sup>3</sup>. La notion de ressources

---

<sup>1</sup> Cf Le Thac Can, " Education and Human Resources in Vietnam ", in Population and Human Resources, 1993, pp. 70-78.

<sup>2</sup> Cf National Project Education Sector Review and Human Resources Sector Analysis (VIE 89/022), Vol.I, Final Report, Vietnam Education and Human Resources Sector Analysis, MOET VIETNAM - UNDP - UNESCO, Hanoi, 1992.

<sup>3</sup> J.Hallack, Investir dans l'avenir. Définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement, PNUD, 1993.

humaines ne se réduit donc pas aux capacités des individus comme agents économiques. Elle les envisage également comme acteurs sociaux et comme citoyens, en référence à l'éducation et à la formation dont ils disposent.

Si, au Viet Nam, des changements économiques, sociaux, éducatifs — brièvement décrits plus haut — sont visibles, ils ne sont pas bien identifiés en deçà d'une certaine échelle signalée par quelques macro-indicateurs démo-économiques. On connaît peu de choses sur les processus concrets, les différenciations à l'oeuvre dans les différents lieux et les différents milieux, l'invention sociale et l'anomie, l'innovation économique et le chômage, les inégalités grandissantes, la richesse et la pauvreté. On ne sait pas bien non plus comment fonctionne l'école dans les zones rurales reculées, pourquoi elle fait l'objet de désaffection auprès des jeunes dans les zones rurales les plus dynamiques, ou de quelle manière elle accompagne l'extension des banlieues de Hanoi et Ho Chi Minh-Ville.

L'enquête en cours sur le secteur informel, menée par X. Oudin et J. Charmes avec le CEPRH<sup>1</sup>, commence à donner des résultats éclairants sur les modifications qui opèrent en profondeur dans l'économie et la société. Dans un secteur qui a littéralement explosé depuis 1986, il semble par exemple que la reconversion à la petite entreprise privée a pu être grandement facilitée par le haut niveau de formation générale des petits entrepreneurs du Nord et du Centre, mais qu'en revanche les formations techniques nécessaires ont été plutôt acquises sur le tas. Dans le même ordre d'idées, et de manière à enrichir le diagnostic du changement social et signaler les besoins qui se font jour en matière de ressources humaines dans le cadre de la politique de modernisation de l'appareil de production, il semblerait judicieux de faire porter également l'analyse sur le secteur rural qui, on l'a vu, rassemble les trois-quarts de la population active, et sur le secteur industriel encore très minoritaire mais fortement évolutif.

Dans cette perspective, une recherche sur le développement des ressources humaines doit donc mettre en oeuvre un questionnement qui permette d'identifier les besoins, atouts et contraintes de la production agricole et industrielle, et d'analyser les transformations à l'oeuvre dans la société dans le processus de modernisation. Il doit aussi permettre de déboucher à terme sur des recommandations en matière de politique d'éducation et de formation avant ou en cours d'emploi et en matière d'initiatives

---

<sup>1</sup> Centre d'Etude de la Population et des Ressources Humaines du Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales (MOLISA), avec lequel l'ORSTOM a signé en décembre 1993 un "Accord de coopération pour une étude de l'emploi et du changement social dans la période de transition au Viet Nam". C'est dans le cadre de cet accord qu'est réalisé le programme de recherche de X. Oudin : "Secteur informel, emploi et travail", et que sont projetés pour septembre 1995 celui de N. Henaff : "Insertion dans le marché du travail et mobilité", et celui présenté ici. Il est prévu que ces trois programmes participeront de manière complémentaire à la mise en place d'observatoires de l'emploi et du changement social.

économiques (travail et emploi), financières, institutionnelles ou juridiques. Une double démarche de recherche, s'appliquant à la sphère agricole / rurale / " traditionnelle " et à la sphère industrielle / urbaine / " moderne " <sup>1</sup> est ainsi proposée.

## **Recherche dans le secteur industriel**

Le secteur industriel est à la pointe des changements et son évolution est stratégique. Le secteur des entreprises d'Etat est en cours de rétrécissement volontaire de la part des pouvoirs publics — tout en restant dominant — et libère une certaine main-d'oeuvre sur un marché du travail d'un type complètement nouveau dans une économie qui n'est plus à planification centralisée, où l'Etat ne garantit plus le recrutement des diplômés du système éducatif, et fait passer ses priorités de l'industrie lourde à l'industrie légère. Par ailleurs, le secteur privé hors économie de ménage (secteur capitaliste, *joint-ventures*) est en plein déploiement et utilise une main-d'oeuvre libérée par le secteur public ou directement issue du système d'enseignement. Un nouveau marché de la formation se crée. Une étude du fonctionnement du système éducation-formation-emploi dans le secteur industriel (entreprises d'Etat et entreprises capitalistes, industrie lourde et industrie légère) pourrait être menée de la manière suivante : étude de l'évolution structurelle et statistique de ces secteurs avant et depuis 1986 ; enquêtes qualitatives auprès d'un échantillon restreint d'entreprises, d'entrepreneurs et de travailleurs, préliminaires d'une enquête quantitative ultérieure. L'objectif est d'analyser l'évolution des politiques de recrutement et de formation et d'identifier les besoins de main-d'oeuvre et les qualifications recherchées, ainsi que les priorités de formation et d'emploi pour l'avenir.

## **et dans le secteur agricole**

A la différence du secteur industriel, dont l'essentiel s'est constitué depuis 1945, le secteur agricole gère un héritage de techniques de production millénaires (en particulier pour tout ce qui concerne l'irrigation dans les deux deltas) et à orientation autarcique. La récente réforme agraire et la décollectivisation, si elle a libéré l'initiative paysanne, ouvert les circuits de commercialisation et permis au Viet Nam d'être exportateur de riz, n'a pas fondamentalement modernisé la production, et l'agriculture vietnamienne reste en retard par rapport à ses voisins des pays de l'ASEAN<sup>2</sup>. La dépendance aux conditions naturelles est encore très forte et les transports interrégionaux sont déficients, toutes choses qui maintiennent la sécurité alimentaire en état de vulnérabilité. Par ailleurs, la culture du riz est excessivement dominante, au détriment d'autres productions d'agriculture et d'élevage qui permettraient de

---

<sup>1</sup> Cette distinction " traditionnel/moderne " est celle de nos interlocuteurs du CEPRH.

<sup>2</sup> Le Thanh Nghiep, " Agricultural Development in Vietnam. Issues and Proposals for Reform ", in Mya Than & Joseph L.H. Tan, op. cit. pp.144-156.

relever le bas niveau général de nutrition, tout en étant d'un rendement très inégal selon les régions (de 93 kg par personne et par an dans la zone des montagnes du Nord à 535 kg dans le delta du Mékong en 1988), de nombreuses fermes d'Etat très peu productives sont toujours en activité. Enfin les technologies déployées restent traditionnelles (à forte intensité de travail) et les industries de traitement et de transformation des produits agricoles et de la pêche sont peu répandues et restent l'apanage de quelques districts plus favorisés. Une étude du système éducation-formation-activités de production dans le secteur agricole pourrait être menée de la manière suivante : étude de l'évolution structurelle et statistique avant et depuis la décollectivisation ; identification de micro-zones (communes/villages) illustratives des sept zones économiques /écologiques du Viet Nam<sup>1</sup> ; enquêtes qualitatives dans chacune de ces sept zones (situation, évolution, besoins des unités familiales au plan économique, social, culturel et éducatif), préliminaires expérimentaux du montage ultérieur d'observatoires permanents de l'emploi et du changement social. Outre le montage d'observatoires, l'objectif est l'analyse des conditions de la modernisation de la production en milieu rural, l'identification des besoins à satisfaire et des priorités à mettre en oeuvre (nouvelles productions, nouveaux métiers, nouvelles formations....).

Ceci est un vaste programme. Il appellera de la durée (2 à 3 ans), une complémentarité interdisciplinaire et un partenariat interinstitutionnel élargi.

---

<sup>1</sup> En s'appuyant sur le Vietnam Living Standards Survey de 1992-1993 (caractéristiques socio-culturelles, démographie, éducation, santé, emploi, agriculture et foresterie, dépenses, revenus, épargne et crédit, type d'habitat, migrations).